

momenta

Le journal pour
un usage différent
de l'argent
#1-2018



COURAGE

Changement climatique: un ancien chef d'entreprise lutte contre la déforestation de la planète. **6**

Grève: il vaut presque toujours la peine de résister. **9**

Secteur financier: seul le courage de changer permettra de financer le développement durable. **16**

DOSSIER COURAGE

6 «Nous avons besoin de 200 millions d'hectares de forêt en plus»

9 La grève porte presque toujours ses fruits

12 Le réchauffement, parlons-en!

14 Oser prendre son destin en main

16 Le courage de financer le changement

LES PAGES DE LA BAS

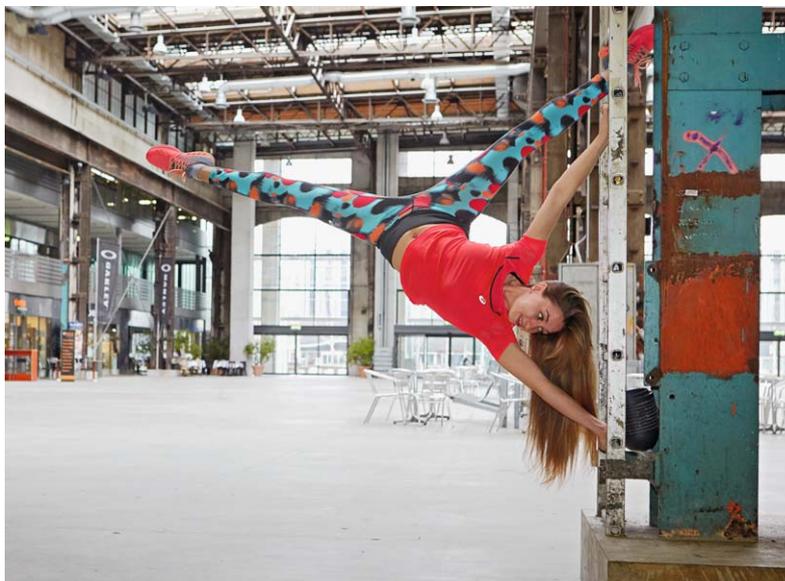
18 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

24 Ralf Bongartz: «Dans «courage», il y a «rage»»

Renate Wernli est photographe indépendante à Zurich.

La quête de photos sur le thème du courage l'a menée vers les Freerunners. Merci aux femmes et hommes de Freerun Zurich ainsi qu'à l'école Target Freerunning School pour cet aperçu de leurs acrobaties spectaculaires. La photographe, elle aussi, a dû puiser dans ses réserves de courage pour passer outre une interdiction de photographier dans un lieu idéal pour ses prises de vues.
www.bildermacherin.ch





DU COURAGE!



Changement climatique, dérives antidémocratiques, inégalités croissantes et transformations fulgurantes dans le sillage de la numérisation : tout cela a de quoi effrayer. Il faut du courage pour relever ces défis et s'engager en faveur d'un tournant économique et social. Klaus Wiegandt l'a fait. Ancien dirigeant d'entreprise, il raconte dans les pages suivantes

comment il a osé prendre un nouveau départ à 60 ans. Désormais, il lutte de toutes ses forces contre le changement climatique (p. 6). Sanika Hufeland, directrice des activités internationales de l'Institute for Social Banking (dont la BAS est membre), nous parle des évolutions indispensables et courageux dans le secteur financier (p. 16). Il faut aussi beaucoup de courage aux salariées et salariés lorsqu'elles et ils décident de faire grève pour protester contre des conditions de travail injustes (p. 9). Et que dire quand le personnel prend en main « son » entreprise menacée de faillite, assumant ainsi les risques (p. 14)? Le courage est aussi un ingrédient essentiel à la création d'une entreprise. Nous en présentons onze, soutenues par le Fonds d'innovation de la BAS, représentatives de ces jeunes pousses qui cherchent à résoudre les problèmes écologiques avec des solutions entrepreneuriales (p. 22).

Je vous souhaite du courage dans tous vos choix ainsi qu'une bonne lecture!

Katharina Wehrli, rédactrice en cheffe

moneta Le journal pour un usage différent de l'argent #1-2018

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et est envoyé gratuitement aux client-e-s de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA **Direction de la rédaction** Katharina Wehrli (kw) **Rédaction** Marcel Hänggi (mh), Muriel Raemy (mr), Simon Rindlisbacher (sr) **Traduction** Sylvain Pichon **Annances** Bruno Bisang

Graphisme, illustrations Clerici Partner Design, Zurich **Couverture** Renate Wernli **Impression** ROPRESS Genossenschaft, Zurich **Papier** 100 pour cent papier recyclé **Adresse** Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch **Abonnements** annuel

Fr. 20.-, soutien Fr. 50.- **Tirage de cette édition** 7800 exemplaires **Encarts** Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production. **Info important sur les encarts et les annonces** Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous déménagez et êtes client-e de la BAS, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

La bataille climatique

Ils se lancent dans la bataille du climat avec un plan Marshall sur trente ans: 1000 milliards d'euros, des « dépenses toutes rentables », financées par de la création monétaire via la Banque centrale européenne (BCE). Voilà la solution que proposent Jean Jouzel, climatologue, et Pierre Larroutou, économiste, dans le livre qu'ils viennent de publier. Ils y esquissent un « pacte finance-climat européen », afin de réorienter la création monétaire de la BCE – près de 2500 milliards depuis avril 2015 – de la spéculation financière vers les investissements climatiques. Ce pacte serait approuvé par un référendum dans chaque pays membre de l'Union européenne, qui disposerait ainsi d'une enveloppe correspondant à 2 pour cent de son PIB pour économiser l'énergie, développer les renouvelables et créer des emplois. Cet argent permettrait également de mettre en œuvre de nouveaux modèles économiques, par exemple de partage et circulaire. Une lecture pertinente, à l'heure où une campagne européenne demande d'ajuster la création monétaire à la lutte contre le changement climatique (climat-2020.eu). Et une inspiration pour la Suisse? (mr)

Jean Jouzel, Pierre Larroutou, *Pour éviter le chaos climatique et financier*, Odile Jacob, décembre 2017.

Réformer la création monétaire

Le sixième dossier de *LaRevueDurable*, intitulé « Des monnaies pour une prospérité sans croissance », veut dégager les pistes d'une réforme radicale et globale du système monétaire pour, comme affirmé dans l'éditorial de ce numéro, « enrayer la machine à bouleverser l'écologie et à broyer les humains ». Les différentes contributions du dossier décortiquent la façon dont l'argent est créé et mis en circulation ainsi que le rôle de la Banque centrale européenne et des banques commerciales dans ce système. Trois moyens sont envisagés pour contrôler la création monétaire dans une optique écologique: rendre ce privilège public en le confiant aux banques centrales sous supervision démocratique; donner aux banques centrales les moyens de financer les infrastructures nécessaires à la transition écologique et sociale; coupler la création monétaire à la biocapacité de la Terre. Ce dossier accorde également une place aux monnaies complémentaires. Des infographies et des dessins illustrent habilement un sujet certes technique, mais que la société civile se doit de maîtriser pour inciter les institutions à muter. (mr)

Les Artisans de la transition, *Des monnaies pour une prospérité sans croissance*. *LaRevueDurable* numéro 60, Fribourg, hiver-printemps 2017-2018.

Le désinvestissement prend de l'ampleur

Le 12 décembre dernier, la Banque mondiale a annoncé qu'elle n'octroierait plus aucun crédit à l'extraction de matières énergétiques fossiles après 2019. Cette décision était attendue – des documents internes le réclamaient depuis des années –, mais il s'agit tout de même d'un signal fort. La Banque mondiale se conforme ainsi à une exigence formulée par l'accord de Paris tout juste deux ans auparavant : orienter les flux financiers vers un développement plus respectueux du climat.

Le projet de révision de la loi sur le CO₂ que le Conseil fédéral a présenté également en décembre fait l'impasse sur ce point. Or, la place financière suisse est un important bailleur de fonds de l'économie fossile. Selon une étude de l'Office fédéral de l'environnement, les investissements des caisses de pension suisses, par exemple, ont pris la voie d'un réchauffement global de 6 degrés. Un choix catastrophique!

Pendant que la politique somnole, de plus en plus d'entreprises et investisseurs institutionnels avancent de leur propre initiative. Les villes de New York et San Francisco ont annoncé début 2017 leur volonté de désinvestir ou, en d'autres termes, de retirer leur argent de l'économie fossile. Parti en 2010 d'une petite initiative sur un campus étasunien, le mouvement a fait tache d'huile, si l'on ose dire : il a été rejoint par le groupe d'assurance d'Axa, le fonds de pension norvégien (un des plus gros investisseurs au monde), la Banque d'Angleterre ainsi que les églises et quarante organisations catholiques. Toutes les investisseuses et tous les investisseurs devraient faire de même dans leur propre intérêt, à condition de prendre l'accord parisien au sérieux : s'il est appliqué, une grande partie des ressources fossiles aujourd'hui connues sera ravalée au rang d'actif délaissé (*stranded asset*), donc sans valeur.

Dans quelle mesure votre avoir de prévoyance contribue-t-il au changement climatique? Sur www.retraites-sans-risques.ch, vous trouverez un formulaire pour demander à votre caisse de pension d'adopter une stratégie d'investissement respectueuse du climat. (mh)



L'initiative «Monnaie pleine» arrive

Photo: mäd



En juin, la Suisse votera sur la monnaie pleine. L'initiative demande que seule la Banque nationale suisse (BNS) ait le droit d'émettre de la monnaie scripturale, c'est-à-dire de l'argent sur des comptes. A ce jour, elle n'a cette exclusivité que pour l'argent liquide. Les banques commerciales émettent de la monnaie scripturale par exemple quand elles accordent des crédits. Le Conseil fédéral, la BNS et les milieux économiques refusent la proposition de l'initiative, qui divise le monde scientifique. Partisans et opposants se sont rencontrés en février lors d'un congrès à l'institut Gottlieb Duttweiler.

Les partisan-e-s de l'initiative ont argumenté que la BNS pourrait mieux protéger l'économie des crises financières que les banques commerciales, vu qu'elle agirait dans l'intérêt public. Une monnaie pleine ne permettrait plus aux banques de créer de l'argent à leur guise pour des investissements financiers ; cela mettrait les dépôts à l'abri d'une faillite bancaire. Contrairement à aujourd'hui, les bénéfices de la création monétaire pourraient revenir à la population. En outre, si cette création pouvait viser l'intérêt général, elle serait favorable à l'environnement.

Les opposant-e-s ont souligné les risques élevés de l'initiative, car aucun pays n'a encore jamais expérimenté une telle proposition. Elles et ils ont mis en garde contre une expérience qui réduirait la liberté économique et la capacité d'innovation. En tentant d'influer sur la redistribution des bénéfices de la création monétaire, la sphère politique menacerait l'indépendance de la BNS. Les opposant-e-s ont proposé d'autres solutions. En imposant les réserves minimales, on atteindrait aujourd'hui déjà la monnaie pleine, ce qui rendrait l'initiative superflue. Autre possibilité : toutes les citoyennes et tous les citoyens pourraient avoir un compte à la BNS afin de préserver leur avoir d'une crise bancaire. En outre, la numérisation ferait perdre de l'importance aux banques, diminuant ainsi leur risque systémique.

Les spécialistes et un public averti ont débattu, parfois de façon animée. Malgré de grandes différences d'interprétation sur la manière de faire, tout le monde s'est entendu sur un point : le système financier est instable et des réformes sont nécessaires. Le peuple décidera si la monnaie pleine pourra s'imposer comme l'une d'elles. (Bärbel Bohr)

«*Nous avons besoin de 200 millions d'hectares*

de forêt en plus»

L'ancien haut dirigeant Klaus Wiegandt a pris un tournant radical voilà 20 ans en s'engageant contre le changement climatique. Il nous explique pourquoi l'accord de Paris sur le climat est insuffisant et pourquoi il faut un programme de reboisement à l'échelle mondiale.

Propos recueillis par Alexandra Bröhm

Monsieur Wiegandt, il est rare qu'un dirigeant couronné de succès prenne un tout nouveau départ à 60 ans. Qu'est-ce qui vous y a poussé?

Klaus Wiegandt: J'avais prévu depuis longtemps de ne pas travailler jusqu'à 65 ans. Dans la cinquantaine déjà, j'avais envie de faire quelque chose de tout à fait différent.

Saviez-vous quoi?

Je voulais m'engager pour la société, car j'ai fini par comprendre que nous ne pouvions tout simplement pas continuer ainsi. J'ai beaucoup voyagé en Chine pour mon travail. J'ai vu l'Europe, les Etats-Unis, mais aussi les pays émergents consommer de plus en plus de ressources et d'énergie. Le changement climatique devenait clairement un problème de plus en plus grave pour l'humanité.

Comment votre entourage a-t-il réagi à cette décision?

Ma famille ne pensait pas que j'irais jusqu'au bout.

Et pourquoi pas?

J'ai toujours été un carriériste. Je travaillais 12 à 14 heures par jour. J'étais à la tête d'une entreprise qui employait 200 000 personnes dans 23 pays. Ma famille en a souffert. Mais en 1998, j'ai vraiment pris ma retraite. J'avais gagné assez d'argent, et pas envie de le dépenser en jouant au golf ou en sillonnant la planète.

Alors?

J'ai d'abord lu beaucoup d'ouvrages consacrés au développement durable. J'ai remarqué qu'il y a beaucoup d'études dans ce domaine, mais peu d'informations facilement accessibles pour la société civile. Cela m'a motivé à créer la

fondation Forum für Verantwortung (Forum pour la responsabilité). Je ne l'ai jamais regretté: ces 19 dernières années ont été les meilleures de ma vie.

Etiez-vous déjà attaché à la durabilité et à l'écologie pendant votre carrière?

J'avais déjà une conscience environnementale, sauf qu'en tant que dirigeant, on ne peut pas faire grand-chose pour protéger la nature. Sinon, on met en péril la compétitivité de son entreprise. S'il fallait intégrer le coût des émissions de CO₂ dans le prix de détail, beaucoup de consommatrices et consommateurs ne pourraient plus s'offrir certains produits et services.

Lesquels, par exemple?

Tout le tourisme aérien, les vols long-courriers et les croisières. Or, aujourd'hui, ces domaines connaissent une forte croissance. Les vols deviennent toujours meilleur marché, parce que les fournisseurs n'ont pas à compenser leur impact sur l'environnement. Autre exemple, le Big Mac: il serait vendu près de 200 francs si l'on prenait en compte les coûts de production et les coûts indirects.

D'où vient ce chiffre?

Un institut de l'environnement suédois l'a calculé un jour. En incluant tous les coûts de production et indirects – avec les conséquences d'une alimentation malsaine sur l'environnement et les caisses maladie –, on arrive à ce montant. L'industrie de la restauration rapide n'existerait même pas. Le cas est extrême, bien sûr, mais il montre le problème.

Lequel, en ce qui vous concernait?

Si vous menacez la rentabilité de l'entreprise que vous dirigez, vous perdrez très vite votre place. La politique doit donc fixer des conditions-cadres plus strictes en matière de protection de l'environnement, afin de garantir la neutralité de la concurrence.

200.-



Inciter les gens à changer leur comportement est très difficile: même des écologistes ont du mal à renoncer à prendre l'avion pour leurs vacances.

Oui, j'ai sous-estimé le goût des gens pour le confort. Il faudra une à deux générations pour faire évoluer les comportements, y compris chez des personnes bien formées. Voilà pourquoi la lutte contre le changement climatique est devenue ma préoccupation majeure.

Comment comptez-vous l'aborder?

Convaincre les consommatrices et consommateurs demande du temps. Aucune femme ou aucun homme politique ne voudra prendre des mesures inconfortables qui pourraient compromettre sa réélection. Et les scientifiques se contentent de nous montrer ce qui nous menace. Je pense que la plupart des gens ne réalisent pas vraiment ce qu'implique un changement climatique effréné. Il ne s'arrête pas à la fonte des pôles.

Mais alors, jusqu'où va-t-il?

Il met en péril même notre alimentation et notre accès à l'eau potable. Les conditions climatiques chaotiques nuiront toujours de plus en plus à l'agriculture, ce qui risque d'affamer des centaines de millions d'humains dès le milieu de ce siècle. Nous devons agir maintenant, d'urgence! L'accord de Paris sur le climat contient seulement des engagements volontaires. Ce n'est pas suffisant. De plus, la population mondiale devrait augmenter de 2,5 milliards d'individus d'ici 2050.

Que proposez-vous?

Un immense programme de reboisement. Je l'ai appelé «des forêts pour le monde». Les personnes qui pratiquent la sylviculture en parlent depuis 20 ans déjà. Nous devons maintenant avoir le courage et la volonté politique de réaliser ce projet.

De quelle façon?

Il est impératif de cesser immédiatement de déboiser les forêts tropicales et lancer, en parallèle, de vastes programmes de reboisement dans les régions tropicales et subtropicales. Il nous faut 200 millions d'hectares de forêt supplémentaire, ce qui représente à peu près 200 milliards d'arbres, pour stocker le CO₂. Le Forum für Verantwortung prévoit donc de lancer la campagne «des forêts pour le monde» afin de faire connaître ce projet à un large public.

Beaucoup de déboisements n'ont pas lieu en Europe. Comment voulez-vous convaincre les personnes compétentes d'agir dans les pays concernés?

Nous devons les dédommager pour la perte de revenus. Autrement dit, payer les montants que de grandes entreprises leur versent pour déboiser des forêts tropicales. En ce moment, on détruit ces dernières pour faire place à des plantations de soja ou de palmiers à huile. Continuons comme cela et il n'y aura plus de forêt pluviale à Bornéo dans dix ans, par exemple.

Combien coûterait ce plan?

Il faudrait payer chaque année 50 milliards de dollars aux pays en développement pour qu'ils arrêtent de déboiser. Un programme de reboisement global coûte environ 150 milliards de dollars par année. Or, à eux seuls, les événements météorologiques extrêmes de l'an dernier ont causé pour 300 milliards de dollars de dommages. Les habitantes et habitants des pays riches doivent comprendre que si nous n'agissons pas immédiatement, le changement climatique nous coûtera beaucoup plus que les 200 milliards de dollars à consacrer aux forêts.

Vous ne pouvez pas forcer les gens qui vivent dans les pays tropicaux à adopter ces programmes.

Non, mais prenez l'exemple de l'Équateur. Son président a appelé le monde occidental à l'aide il y a huit ans. On a découvert du pétrole dans la forêt tropicale au pied des Andes, mais lui refusait de la détruire. Les pays riches ont promis 6 milliards de dollars d'aide pour que le pays ne vende pas de droits d'exploitation à des groupes pétroliers. Six ans après, le président s'est énervé: sur les 6 milliards promis, le pays n'avait reçu que 15 millions de dollars. Il a donc cédé à la pression des entreprises. Même si l'on perçoit une volonté, chez nous, dans la sphère politique, il manque celle de remédier vraiment au problème. Voilà la raison pour laquelle j'aimerais secouer la société civile.

Pourquoi ne pas reboiser aussi sous des latitudes tempérées?

Parce que c'est plus efficace sous les tropiques. Chez nous, un hectare de forêt peut stocker 10 tonnes de CO₂, contre 30 tonnes en région tropicale. Nous pourrions ainsi gagner du temps en vue de rendre la politique de protection du climat socialement plus acceptable.

Comment pensez-vous lancer le projet?

Je veux d'abord renforcer la prise de conscience publique afin de mettre la pression sur le monde politique. Si cela ne fonctionne pas, je tenterai de récolter des fonds dans l'économie. J'ai bon espoir que davantage de personnes se rendent bientôt compte de l'urgence.

Vous aurez 80 ans l'an prochain. Combien de temps souhaitez-vous rester actif?

Mes médecins disent que l'engagement me fait beaucoup de bien, que je dois continuer. Je choisis aussi où je m'engage et ne veux pas perdre de temps. Par exemple, je ne participe plus aux galas.

Photo: ma&d



Le courage du développement durable

A 78 ans, Klaus Wiegandt est un acteur important du débat sur la durabilité en Allemagne. Il a présidé le conseil d'administration du groupe de distribution Metro AG jusqu'en 1998. En 2000, il a créé la fondation Forum für Verantwortung (Forum pour la responsabilité), à laquelle il a apporté un capital de 2 millions d'euros de sa fortune personnelle. Avec l'initiative de sensibilisation «Mut zur Nachhaltigkeit» («Le courage d'être durable»), la fondation s'engage pour le développement durable, par exemple avec des séminaires, des cours et une série de livres consacrés à l'écologie. De plus, le Forum pour la responsabilité et le magazine *Zeit Wissen* décernent chaque année un prix à des pionnières et pionniers du développement durable. «Des forêts pour le monde» est la plus récente campagne de la fondation.

Informations sur

www.forum-fuer-verantwortung.de

Bibliographie de Klaus Wiegandt

Mut zur Nachhaltigkeit: 12 Wege in die Zukunft (en allemand), éd. S. Fischer Verlag, 2016; A Sustainable Future: 12 Key Areas of Global Concern (en anglais), avec Sandra Lustig, éd. Haus Publishing, 2017.

aventron

Rovigo
(Italie)



Tassillé
(France)



Syversætre Foss
(Norvège)



INVESTISSEZ DANS L'AVENIR – AVEC UNE ENERGIE RENOUVELABLE.

Nous sommes un producteur indépendant d'électricité verte et nous investissons dans des centrales d'énergies renouvelables en Suisse et dans certains pays d'Europe – investissez avec nous: www.aventron.com

aventron SA Weidenstrasse 27, CH-4142 Münchenstein 1
Téléphone: +41 61 415 40 10, mail: info@aventron.com

La grève

*porte presque
toujours ses fruits*



Les grèves restent rares en Suisse. Pourtant, depuis le tournant du millénaire, les conflits sociaux sont en nette augmentation. Pas seulement dans la construction et l'industrie, mais dans tous les secteurs d'activité.

Texte: Ralph Hug

Soudain, plus de croissants ni de Coca. La clientèle s'est trouvée devant une porte fermée. Au lieu des publicités pour les offres spéciales, on pouvait lire, sur une pancarte: «Spar économise au détriment du personnel et enfreint la loi.» Vingt et une personnes salariées par le détaillant – presque toutes des femmes travaillant à temps partiel – se sont mises en grève en avril 2009 dans le supermarché de la station-service d'autoroute de Heimberg, près de Thoune. Deux jours plus tard, quatre des grévistes ainsi qu'une délégation du syndicat Unia s'asseyèrent autour d'une table à la centrale Spar, à Zurich. Dans la nuit, après des heures de négociations, la direction se montra conciliante. Un accord prévoyait une augmentation de l'effectif et des salaires ainsi que le paiement des heures supplémentaires avec une majoration.

Les femmes de Spar ont ainsi écrit l'histoire. Jamais encore, des employé-e-s du commerce de détail n'avaient fait grève si longtemps. Le conflit social de Heimberg a lancé un signal d'avertissement dans un secteur où les salaires sont traditionnellement bas. Le courage des grévistes a partout forcé l'admiration; même les menaces de licenciements massifs n'ont pas eu raison de leur détermination. Le deuxième jour de l'arrêt de travail, la direction de Spar a envoyé un agent de sécurité aux grévistes pour les contraindre à ouvrir le supermarché. Elles et ils ont réussi à le convaincre de la légitimité de leur action. «Nous avons refusé de nous laisser intimider», a déclaré Kathrin Huber, l'une des employées en lutte.

Plaintes et licenciements mettent la pression

Toutes les grèves ne sont pas fructueuses, comme on l'a vu quatre ans plus tard, à Dättwil, dans le canton d'Argovie. De nouveau chez Spar. De nouveau des femmes mal payées, pas assez de personnel, trop d'heures supplémentaires et des promesses creuses. Dix femmes en ont eu assez et ont refusé de travailler, en juin 2013. Elles aussi avaient décidé de ne pas subir plus longtemps la tyrannie de la direction. «Pour avoir l'esprit libre, j'ai d'abord confié mes enfants à ma belle-mère, au Monténégro», a raconté après coup Snezana Maksimovic aux médias. Autant la détermination des grévistes était forte, autant la

direction de Spar a réagi énergiquement. Elle ne voulait plus perdre ce genre de combat.

La grève a traîné en longueur, duré des jours, mis à vif les nerfs des personnes concernées et du syndicat Unia, qui les soutenait. La direction de Spar a mobilisé avocats et spécialistes en relations publiques. Harcèlements juridiques et licenciements ont rapidement suivi, dans une guerre d'usure. Unia a répliqué par des demandes reconventionnelles. Au bout de onze jours, les femmes ont cessé la grève après que le tribunal de district de Baden eut ordonné l'évacuation des lieux. Poursuivre la confrontation n'aurait pas eu de sens dans de telles circonstances. Toutes les grévistes ont perdu leur place, y compris Snezana Maksimovic, qui avait travaillé dix ans chez Spar. Mais elle a retrouvé un emploi et ne regrette pas la lutte: «Nous n'avions pas d'autre choix.» Une collègue lui a appris que Spar avait ultérieurement modifié les tableaux des effectifs. Voilà au moins une consolation tardive.

Changement de tendance en 2000

En comparaison internationale, la Suisse continue de se distinguer par le peu de grèves qui s'y déroulent. Cela ressort également d'une récente statistique du politologue et spécialiste des grèves Heiner Dribbusch, employé par la fondation Hans Böckler, proche des travailleurs, à Düsseldorf. Il s'est appuyé sur les statistiques nationales ainsi que sur ses propres données relatives aux grèves en Europe. La Suisse occupe l'antépénultième place en ce qui concerne les jours de travail perdus après un conflit social, entre les années 2006 et 2015. La Slovaquie et la Lettonie ferment la marche. Aux premiers rangs se trouvent la France et le Danemark. Bien que la Suisse connaisse relativement peu de grèves en comparaison internationale, les arrêts de travail y sont en nette augmentation depuis le changement de millénaire. L'exemple le plus récent est la grève du personnel de l'Agence télégraphique suisse (ATS) au début de cette année. On l'a d'autant mieux remarquée qu'il est rare de voir la main-d'œuvre des médias recourir à des moyens de lutte collectifs. Depuis quelque temps, on entend parler presque chaque mois de mouvements de grève, qu'il s'agisse des taxis, du personnel d'une maison de retraite

Ralph Hug, journaliste libre et écrivain à Saint-Gall, se spécialise sur les sujets historiques et syndicaux.

DEVENEZ **IRRÉDUCTIBLE!**

L'engagement citoyen n'a jamais été aussi nécessaire afin de garantir une presse d'information de qualité en Suisse.

Le Courrier fête cette année 150 ans d'info à contre-courant. Sans actionnaires ni mécènes, le journal est édité par une association sans but lucratif. Il appartient à ses lectrices et ses lecteurs, qui permettent de garantir son indépendance.

Participez à notre campagne **IRRÉDUCTIBLE!**, abonnez-vous afin de promouvoir un autre journalisme, humaniste et progressiste: abo@lecourrier.ch

Des actions de soutien sont également possibles, notamment pendant la tournée romande de l'exposition; plus d'informations sur irreductible.ch ou par courriel irreductible@lecourrier.ch

ABONNEZ-VOUS!

150 ANS
R OFFRE
150 ANS



ABO WEB 150.- au lieu de **229.-*** (web + pdf)

ABO COMBI 200.- au lieu de **299.-***
(web + pdf + week-end papier)

* Pour tout nouvel abonnement Web ou Combi d'une année conclu en 2018.



«Nous avons refusé de nous laisser intimider.»

Kathrin Huber, vendeuse de détail

ou de travailleuses et travailleurs d'ABB – chaque fois à Genève. C'est peut-être un hasard, mais il est évident (les chiffres le montrent) que la propension à faire grève est généralement plus forte en Suisse romande qu'allemanique. Au Tessin aussi, les arrêts de travail sont plus fréquents. Le conflit social est lié à la culture. Au Sud des Alpes, même les capitaines des bateaux de ligne sur le lac Majeur ont débrayé l'été dernier.

Pour Andreas Rieger, ancien codirecteur du syndicat Unia, il s'agit d'une «renaissance des grèves». Il suit les conflits sociaux depuis des années et les consigne dans un journal à ce sujet. Il a répertorié plus de trois cents conflits sociaux depuis l'année 2000. Plus de la moitié ont été de courtes grèves d'avertissement qui n'ont pas duré plus d'une journée, souvent juste quelques heures. La plus longue a eu lieu à la fonderie Swissmetal de Reconvilier (BE) entre 2004 et 2006: elle s'est prolongée pendant trente-huit jours. Et celle des ateliers CFF de Bellinzona, en 2008, ne s'est achevée qu'après trente-trois jours.

Premièrement, l'essor des grèves tient à la rupture du tabou qui les enveloppait. Pendant longtemps, l'opinion a prévalu que la loi helvétique les interdisait. L'ancrage du droit de grève dans la Constitution fédérale en 2000 a motivé les syndicats à recourir à des moyens plus offensifs dans les conflits. Deuxièmement, l'augmentation du nombre de grèves reflète les confrontations toujours plus vives au travail. L'une des caractéristiques de la situation actuelle est que les débrayages touchent tous les secteurs, même les plus inattendus, en raison d'un fort isolement et du peu de conscience syndicale. Ainsi, en juin 2014, les infirmières d'un service privé de soins à domicile de Küsnacht (ZH) ont refusé de travailler pendant deux semaines pour cause de non-paiement de leurs heures supplémentaires. Les grèves dans le commerce de détail chez le grand distributeur Spar, décrites plus haut, sont un autre exemple. Sans oublier Merck Serono à Ge-

nève: des «cols blancs», personnel hautement qualifié, ont protesté pendant cinq jours de l'été 2012 contre la fermeture du site. Il n'y a aujourd'hui presque plus de branche économique à n'avoir pas connu de résistance contre des exigences inacceptables de la direction.

La plupart des grèves portent leurs fruits (au moins en partie)

La majorité des grèves servent à se battre contre des dégradations: actions de légitime défense contre des licenciements collectifs, menaces de fermeture d'entreprise, diminutions de salaire ou conditions de travail déraisonnables. Seul un conflit social sur cinq voit le personnel demander des améliorations. L'une des rares grèves tournées vers l'avenir a été le combat des travailleuses et travailleurs de la construction pour la retraite à soixante ans. Cette lutte sociopolitique, la plus importante de l'histoire récente, s'est achevée en 2002 par la victoire des ouvrières et ouvriers du bâtiment, qui peuvent depuis lors prendre leur retraite plus tôt.

Cette grande bataille à l'échelle de toute une branche n'est pas la seule à avoir eu un effet. Les deux débrayages pionniers chez le détaillant Spar l'ont aussi montré. Dans ces exemples, les places de travail ont bénéficié d'améliorations à long terme. Selon l'estimation d'Andreas Rieger, dix pour cent seulement des actions de grève resteraient totalement infructueuses. Pour les autres cas, le personnel en lutte a atteint les objectifs, en grande partie ou au moins partiellement. Par exemple, les employées et employés de Merck Serono ont obtenu un bon plan social, même s'il ne leur a pas été possible d'empêcher la fermeture de leur entreprise. Une grève d'avertissement suffit souvent à faire réfléchir l'employeur, l'amenant à faire des concessions. Il réalise qu'il se trouve face à des gens déterminés et que cela peut lui valoir des gros titres négatifs dans les médias. Cependant, aussi bien pour les personnes concernées que pour les syndicats, la grève est toujours la dernière option. Elle n'entre en jeu que quand les discussions n'aboutissent pas ou quand aucun dialogue n'est envisageable, parce que le patron ou la direction le refuse.

Le réchauffement, parlons-en!



De nombreuses personnes se sentent vulnérables et démunies face au changement climatique. Dès lors, où trouver le courage et l'envie d'y apporter des réponses? Par exemple dans les Conversations carbone, une méthode de travail en groupe développée au Royaume-Uni et qui s'implante en Romandie.

Texte : Muriel Raemy

S'il est un sujet difficile à aborder, c'est bien celui du changement climatique. Qui a vraiment envie d'en parler? «Je ne peux pas discuter de mes peurs et de mes envies d'agir avec mes proches. Soit ils ne savent pas quoi faire du réchauffement, soit ils se sentent démunis devant le phénomène et passent en mode défensif. Je me suis inscrite à ces conversations par curiosité, pour voir comment je pouvais parler de sobriété et de changement de comportement sans être celle qui donne des leçons», commence Pascale Wälti. Cette ingénieure agronome fribourgeoise, enseignante à la haute école des sciences agronomiques à Zollikofen (BE), vient de terminer une formation mise sur pied en Suisse romande pour faciliter les Conversations carbone.

Une approche théorique...

Créées en 2006 à Cambridge par Rosemary Randall, psychanalyste et psychothérapeute, et par Andy Brown, ingénieur, les Conversations carbone invitent les participant-e-s à viser une forte réduction de leurs émissions de carbone. Pour y arriver, ces Conversations allient une analyse factuelle avec un savoir-faire émotionnel. Les concepteurs ont constaté que si l'on s'empêche de s'engager sur des sujets aussi peu drôles, voire aussi anxieux que celui du changement climatique, c'est pour des raisons non seulement pratiques et rationnelles, mais surtout psychologiques et sociales.

La méthode ainsi mise au point se base sur le travail en groupe, idéalement constitué de huit personnes et accompagné par deux facilitatrices ou facilitateurs. En pratique, une Conversation carbone se compose de six ateliers participatifs mêlant données factuelles, exercices pratiques, jeux et discussions qui abordent successivement les thèmes suivants: un avenir sobre en carbone, l'énergie chez soi, les voyages et la mobilité, l'alimentation et l'eau, la consommation et les déchets, puis pour terminer le plan de la participante ou du participant afin de réduire ses émissions. Les thèmes sont d'abord explorés de manière technique. «Je suis scientifique, j'ai besoin de faits pour me forger une opinion. Je prends

l'exemple de notre alimentation: nous avons comparé les émissions produites pour une bouteille de ketchup avec celles d'une pomme cueillie dans le verger. Nous pouvions ainsi mesurer précisément l'impact de nos comportements de consommation», explique Pascale Wälti.

... et psychologique poussée

Noter les achats de la semaine ou décortiquer ses relevés de chauffage sont quelques-uns des devoirs pratiques à effectuer pour approfondir la réflexion. Mais explorer le thème du jour fait aussi remonter toutes sortes d'émotions et confronte les participant-e-s à ce que le changement climatique signifie pour elles et eux. «Nous avons échangé sur des sujets graves. S'engager dans les changements profonds que demande la démarche nous met face à la douleur, à l'angoisse et à un sentiment de perte. Nous avons cherché en nous ce qui était de l'ordre de l'affectif – pour moi et ma famille, par exemple, aller skier; pour d'autres, manger de la viande. Après quoi nous nous sommes efforcés de comprendre les mécanismes qui créent nos habitudes et nos biais, afin de les accepter, d'abord, puis de pouvoir les changer.» Reconnaître la réalité tragique du changement climatique s'apparente en effet à vivre un deuil.

Les concepteurs de la méthode l'ont compris et se sont appuyés sur les travaux décrivant les émotions que traversent les personnes en fin de vie, notamment ceux d'Elisabeth Kübler-Ross. La médecin zurichoise avait montré que, face à des nouvelles très graves, il reste possible de faire face et d'évoluer positivement. Les tâches à accomplir afin de surmonter le deuil – ou, dans ce cas, l'immense difficulté à laquelle le changement climatique soumet les individus – sont au nombre de quatre: accepter la réalité de la perte, développer un nouveau sens de soi, réinvestir l'énergie émotionnelle et construire une nouvelle identité.

Effet «boule de neige»

Cela fait huit ans que le Surefoot Effect, une organisation d'intérêt communautaire basée en Ecosse, anime des Conversations carbone au Royaume-Uni et forme des facilitateurs. Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz, les fondateurs des Artisans de la transition et de *LaRevueDurable*, à Fribourg, ont découvert cette méthode et s'attèlent, depuis 2016, à assurer sa diffusion en Suisse romande. «Le changement climatique soulève des questions politiques majeures et remet en cause la logique économique actuelle. Un bon moyen d'avancer est d'outiller un maximum de personnes, pour qu'elles puissent mieux comprendre comment mener une vie à bas car-

bone et en parler à leur entourage, d'une manière qui génère une curiosité susceptible de le mettre sur la voie d'une réduction de ses émissions», argumente Jacques Mirenowicz. L'espoir est de créer un effet «boule de neige» en Suisse romande.

Lorsque les Conversations carbone sont apparues, le quotidien anglais *The Guardian* les a placées parmi les vingt moyens les plus efficaces de lutter contre le changement climatique. A ce jour, plus de 5000 personnes ont suivi cette méthode au Royaume-Uni. Une évaluation montre que les participant-e-s parviennent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'une tonne par personne en moyenne au cours de la première année, et la plupart mettent en place des stratégies pour diviser par deux leur empreinte carbone sur une durée de deux à cinq ans. Pour Pascale Wälti, au-delà du bilan comptable de ces Conversations carbone, le fait de se connecter à ses émotions et valeurs liées au réchauffement du climat lui a été très précieux. « Cette démarche conduit inévitablement vers des changements! Grâce à l'empathie et la bienveillance développées au sein du groupe, on apprend à ne pas avoir mauvaise conscience pour tout ce que l'on ne fait pas encore parfaitement, mais à regarder avec courage ce que la peur du réchauffement induit en nous et à identifier les leviers sur lesquels on peut jouer! »

Annonces

Mère et Terre
Cité 20
1373 Chavornay

www.mere-et-terre.ch

boutique
éco-responsable
autour de la
parentalité

Découvrir le monde autrement!

www.scich.org

Projets de volontariat international

SCI Schweiz
Volunteering for Peace

Habitat Durable
SUISSE

Association des
propriétaires pour
l'habitat durable

**L'alternative
écologique
et sociale aux
chambres
immobilières**

**Adhérez
maintenant!**

www.habitatdurable.ch
031 311 50 55

Il faut une bonne dose de bravoure au personnel d'une entreprise pour reprendre celle-ci et la sauver de la faillite. Le Musigbistrot de Berne en est un bon exemple. L'établissement est l'un des rares exemples suisses de ce type de rachat.

Texte: Roland Fischer

Oser prendre son destin en main



Le Musigbistrot de Berne est organisé en coopérative depuis deux ans.

Roland Fischer est journaliste libre et vulgarisateur scientifique. Son intérêt pour les sujets à cheval entre deux disciplines date d'avant ses études de naturaliste interdisciplinaire.

L'Alliance coopérative internationale, citée par Wikipédia, donne presque dans le lyrisme: «Une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs.» L'idée même de la coopérative peut contenir une certaine dose de sentimentalisme, un idéalisme qui tendrait parfois à créer un monde meilleur. Or, les coopératives sont souvent nées d'un besoin. Le collectif Musigbistrot à Berne n'y fait pas exception.

Son personnel se serait lancé dans cette aventure «par nécessité et pour vivre», d'après Dragana Draca, assistante sociale. Il y a un peu plus de deux ans, rien n'allait plus dans le petit restaurant qui s'était fait connaître en organisant régulièrement des concerts. Syndrome d'épuisement professionnel pour l'exploitant, accumulation de dettes, partenaires commerciaux fâchés...

Pourtant, l'affaire ne tournait pas si mal. Le personnel a refusé de se résigner – «Nous aimions bien le Musigbistrot» –, alors il a saisi l'occasion: pourquoi ne pas devenir son propre patron et montrer que l'on sait comment gérer la boîte? On appelle cela le rachat d'une entreprise par son personnel (*workers' buyout*), pendant collectif du rachat par les cadres (*management buy-out*), plus courant. Les ex-employées ou employés ainsi que la nouvelle ou le nouveau propriétaire s'organisent souvent sous la forme d'une coopérative. Dans le fond, passer d'une relation de travail au statut de membre d'une coopérative n'a pas changé grand-chose, relève Mme Draca: «Il était de toute façon clair que l'établissement ne tournait que grâce à son personnel.» Homme de paille, le chef avait une bien trop lourde charge entre les mains, surtout en temps de crise.

Peu de ressources financières

On sait qu'il est bon de répartir la responsabilité sur plusieurs épaules, particulièrement dans les moments difficiles. Les débuts du mouvement coopératif suisse datent du XIX^e siècle, mais ses racines remontent à plus loin, aux communautés de vallées ou aux coopératives alpines. On n'a pas tardé à y voir un peu plus que de simples économies fonctionnelles. Comme l'écrit le Dictionnaire historique de la Suisse: «Ses racines (...) sont à chercher (...) dans les fondations de type paternaliste et philanthropique, dans le réformisme social et dans l'idée de l'aide mutuelle vue comme un moyen de réaliser une société socialiste.» Socialisme? L'équipe du Musigbistrot est-elle consciente de la dimension politique de son initiative? «Peut-être bien», répond pour elle-même Dragana Draca, qui a grandi en Yougoslavie. Elle a évidemment appris dans sa jeunesse comment fonctionnent les entreprises autorégulées. Mais ses collègues ne partagent pas forcément cette motivation politique. «Nous sommes davantage une famille», une équipe bigarrée avec des horizons professionnels et culturels très différents. «Nous nous sommes juste offert un bout de liberté.»

Et bien que la situation financière reste préoccupante, ce petit espace de liberté vo-

lontainement imposée semble bien fonctionner, tout comme le collectif. En décembre, le bistrot a fêté ses vingt-cinq ans d'existence – dont deux en coopérative – et peut envisager l'avenir avec un optimisme raisonnable. «Nous travaillons même gratuitement quand il le faut», affirme Mme Draca. Outre l'orientation idéologique un peu différente, les conditions financières n'ont évidemment rien à voir avec celles d'un rachat par les cadres. Lors d'un rachat par le personnel, les entreprises sont souvent en difficulté et leur situation financière presque toujours serrée. L'équipe du Musigbistrot a-t-elle eu peur de son propre courage, du risque de crouler après quelques mois sous une montagne de dettes? Mme Draca fait signe que non, avec un sourire: «Vous savez, nous avons toutes et tous un vécu parfois lourd. Affronter des difficultés financières ne nous fait pas peur.»

United Airlines l'a aussi fait

Avec des entreprises dont les objectifs «sortent de pures considérations économiques», les concepts de collectivisation ou de nationalisation ont en général une forte charge idéologique. Celle-ci est bien moindre lorsque le personnel rachète la société. La référence peut-être la plus étonnante à cet égard est United Airlines qui, après quelques turbulences au début des années 1990, est devenue la plus grande société anonyme en main de son propre personnel. En juillet 1994, le *New York Times* écrivait: «Mais la conclusion du rachat, transaction considérable et complexe qui aura duré près de sept ans, devrait rendre l'actionariat par le personnel plus populaire auprès des entreprises qui luttent pour réduire leurs coûts. Dans les faits, l'administration Clinton a encouragé le principe d'entreprises détenues par le personnel comme moyen de préserver les emplois.» Suivait une citation de Robert B. Reich, secrétaire d'Etat au travail: «Cela va inévitablement attirer l'attention d'autres entreprises. A partir d'aujourd'hui, il sera impossible pour un conseil d'administration de ne pas envisager la propriété par le personnel comme une stratégie potentielle.»

Près de 25 ans plus tard (et après quelques autres restructurations chez United, où il ne reste peu de choses de l'idée coopérative), on peut se poser quelques questions. En Suisse, en tout cas, le nombre de coopératives n'a presque pas augmenté depuis le milieu du XX^e siècle; il est même en nette diminution depuis quelque temps. Les années fastes se sont étendues de 1880 à la première guerre

mondiale. Les coopératives sont passées de 383 en 1883 à environ 11000 après la guerre. En 2002, la Suisse recensait encore 12975 coopératives, contre moins de 10000 aujourd'hui. La forme juridique de la coopérative ne semble actuellement pas des plus populaires.

Rachats courageux en Italie

Le vent pourrait-il tourner? Le rachat par le personnel devient de toute façon une tendance sociale générale, sous l'étendard de la «participation». D'autres pays soutiennent plus directement les initiatives coopératives comme celle du Musigbistrot. En Italie, le rachat par le personnel est bien plus courant qu'en Suisse, grâce à l'appui de l'Etat et – surtout – à l'initiative de bailleuses et bailleurs de fonds dont l'assise financière est solide. On peut citer en particulier Coopfond: d'une importance décisive, ce fonds de la Legacoop, association faîtière des coopératives, a soutenu depuis 2008 environ 50 rachats par le personnel et sauvé jusqu'ici plus de mille places de travail dans toutes les régions d'Italie. Même le *New York Times* a parlé de la reprise de Zanardi, à Padoue, par son personnel. Cette imprimerie fameuse, très ancienne, n'avait plus aucune chance sur le marché mondialisé. Sauf que ses employées et employés voulaient encore y croire. Elles et ils continuent depuis lors à gérer leur imprimerie de façon autonome, à plus petite échelle, et peut-être un peu plus raisonnablement.

«Nous nous sommes offert un bout de liberté» Dragana Draca

Le Musigbistrot a dû affronter des situations moins difficiles. Il a néanmoins pu compter dès le début sur le soutien du syndicat Unia et de Fambau, propriétaire du bâtiment – aussi une coopérative. «Alors que nous crevions de trouille avant chaque réunion, les propriétaires nous ont soutenus psychologiquement et nous ont encouragés», se souvient Dragana Draca. Le courage de se lancer et la conviction que l'on va y arriver sont ici également, sans doute, l'ingrédient principal de la réussite économique. Que l'on soit titulaire ou non d'un diplôme de gestion.



PLACE DU MARCHÉ

La place du marché est un lieu de rencontre entre des personnes ayant de bonnes idées qui cherchent des moyens pour réaliser leur projet, et d'autres qui souhaitent soutenir des projets porteurs de sens.

Le principe

La réglementation bancaire devient de plus en plus stricte. Les lois sont certes nécessaires, mais elles ont aussi des conséquences négatives: des projets qui n'entrent pas dans le cadre voulu obtiennent de moins en moins facilement des crédits bancaires. La BAS cherche des solutions pour permettre à des projets porteurs de sens d'accéder à des financements, par exemple à travers la place du marché qui a pour but de mettre en relation l'argent et les projets qui en cherchent.

Comment cela fonctionne

Un projet est publié à condition que son but corresponde à un secteur d'encouragement de la BAS. **La BAS n'examine PAS l'entreprise et son entremise ne constitue PAS une recommandation d'investissement.**

Il revient aux bailleuses et bailleurs de fonds de s'informer directement auprès des proposantes et proposant quant au prix d'émission, à l'agio, à la durée, au taux d'intérêt, etc.

Vous souhaitez présenter votre projet sur la place du marché? Contactez-nous: www.bas.ch/moneta ou par téléphone au 062 206 16 16

Le courage de financer **le changement**

«Change finance to finance change» («Changer la finance pour financer le changement») est la devise de Sanika Nele Hufeland, directrice générale de l'Institute for Social Banking (ISB) à Berlin. Selon elle, des changements fondamentaux s'imposent dans le système financier pour être en mesure de soutenir une transformation durable de l'économie et de la société.

Texte: Sanika Nele Hufeland

On imagine le monde de la finance comme bien réglé et structuré: intérêts d'épargne, mensualités de remboursement et autres nourrissent l'idée que les flux financiers sont prévisibles, les évolutions calculables. Mais cela est-il seulement possible dans un monde globalisé et imprévisible? Ne pourrions-nous pas en apprendre beaucoup plus en nous familiarisant avec le principe du chaos dans la finance? Le chaos compris non pas comme un effondrement total, mais comme dérivé du mot grec «khaos», qui signifie «mouvement continu». Le scénario capitaliste de la croissance implique des limites, comme nous le montre la crise en Grèce. D'après Steven James Venette, «la crise peut être comprise comme un processus de transformation dans lequel l'ancien système ne peut perdurer». Aujourd'hui, beaucoup de citoyennes et citoyens grecs cherchent de nouveaux modèles économiques pour vivre, travailler, produire et consommer.

Et de s'orienter vers des formes économiques alternatives:

relocalisation, post-croissance, solidarité et coopérations. Il faut du courage pour trouver sa propre voie vers la sortie de la crise, dans un tel processus de transformation. J'aimerais que les institutions financières témoignent la même agilité: équilibre entre la stabilité et l'innovation, voire la rupture. Cela pourrait, par exemple, se traduire par une hiérarchie plus horizontale dans les banques, renforçant les possibilités de participation du personnel et intensifiant la collaboration transfrontalière. Les banques pourraient ainsi encourager la responsabilité individuelle et les décisions autonomes, de même que les volontés de coopération et la vision d'ensemble. Un nouveau mode de pensée implique toujours davantage de liberté.

Les jeunes pousses sociales manquent de fonds

Nous avons besoin de plus d'entrepreneuses et entrepreneurs qui créent des entreprises sociales et durables. Ce ne sont pas les idées qui font défaut, mais leur mise en œuvre et leur financement: selon la Commission européenne, il manque 100 000 à 500 000 euros en moyenne à une entreprise sociale en phase initiale. Vu que les jeunes entreprises à orientation sociale ont généralement un rendement inférieur à celui de leurs homologues conventionnelles, il leur est plus difficile de trouver du capital-risque. A mon avis, les investisseuses et investisseurs devraient faire preuve de plus de courage, prendre des risques pour les innovations sociales. Il faut aussi, bien sûr, que le législateur facilite les démarches. Ne dit-on pas «qui ne risque rien n'a rien»?

D'après des études actuelles, la relation des clientes et clients vis-à-vis de leur banque est en train de changer: pendant des décennies, on restait chez la même banque plus longtemps qu'avec son conjoint. Ce n'est plus le cas



en Allemagne, et cette tendance s'esquisse en Suisse: les banques établies se retrouvent face à de nouveaux prestataires numériques, qui comprennent parfois mieux qu'elles les besoins de la clientèle. Il est ici question des Fintechs, abréviation de «Financial Technologies». La discussion sur les valeurs au sein de ces jeunes entreprises est capitale à mes yeux. Les Fintechs apportent d'une part dynamisme, courage et nouvelles impulsions au secteur financier; elles peuvent d'autre part apprendre quelque chose des pionnières du domaine – les banques sociales – en matière d'éthique, de responsabilité et de durabilité. Afin de créer un espace propice à ce débat sur les valeurs, j'ai collaboré au lancement des Conscious FinTech Meetups à Berlin. Ces rencontres visent à faire avancer le débat sur des innovations et technologies durables, socialement responsables et ayant un impact dans les secteurs bancaire et financier. Avec la communauté, qui s'est rapidement étendue à 450 personnes, les participantes et participants aux rencontres ont discuté du potentiel de la technologie de la chaîne de blocs (ou blockchain); elles et ils ont élaboré ensemble des principes de base pour la Conscious FinTech (détails sur www.social-banking.org/6principles-of-conscious-fintech, en anglais).

Davantage de femmes aux fonctions dirigeantes

J'aimerais ensuite suggérer un autre champ de transformation: la représentation des femmes aux postes à responsabilité des banques. Si l'on poursuivait linéairement l'évolution de ces dix dernières années, en Allemagne, il faudrait encore 80 ans jusqu'à ce que femmes et hommes soient à égalité à la tête des instituts financiers. Et cela bien que la part de femmes parmi toutes les personnes soumises aux cotisations sociales soit d'environ 57 pour cent, un niveau relativement constant depuis 15 ans. Dans l'intérêt de l'équité et de l'égalité des droits, mais aussi de la capacité d'innovation et de la durabilité du profit, les institutions financières doivent s'occuper activement de leur culture d'entreprise et encourager les femmes de ma-

nière plus ciblée. Sinon, des talents féminins continueront d'échapper au secteur financier, de même que la confiance des clientes. Les femmes doivent faire preuve de courage pour avancer et s'affirmer dans un monde dominé par les hommes. Les réseaux féminins peuvent ici jouer un rôle important, en offrant soutien et conseil ainsi qu'en encourageant les échanges entre femmes dans l'univers de la finance.

Courage!

Pour conclure, je voudrais inviter au courage et citer l'anthropologue Margaret Mead: «Ne doutez jamais qu'un petit groupe de personnes peut changer le monde. D'ailleurs, rien d'autre n'y est jamais parvenu.» Cette citation plaide pour la force de mobilisation des gens et des mouvements sociaux, comme pour la puissance d'un changement partant simultanément de plusieurs endroits, sans être forcément imposé d'en haut. Je suis sûre que nous pouvons faire beaucoup de choses. Les banques à orientation écologique et sociale continueront à gagner en pertinence si elles restent fidèles à leurs valeurs tout en s'ouvrant aux nouveaux champs de transformation. Un bon exemple à cet égard est la BAS: elle prend la numérisation au sérieux et met en place de nouvelles technologies comme l'identification numérique. Elle encourage en outre les échanges sur les thèmes de la numérisation et de la Fintech entre membres de l'Institute for Social Banking (ISB). D'autres membres de l'ISB – par exemple la Banque communautaire libre suisse et la banque allemande GLS – contribuent en tant que partenaires pilotes à une solution internationale de plateforme et d'infrastructure, afin de tisser des liens entre la clientèle, les entreprises à orientation socio-écologique et les banques.

Changer un système existant, de l'extérieur comme de l'intérieur, implique pour moi très clairement d'avoir du courage. Et cela exige de prendre des risques, de sortir de sa zone de confort, ce qui peut susciter incertitude et malaise. De mon point de vue, sont courageuses les personnes qui, malgré les résistances, apportent de la nouveauté dans le monde, quelque chose qui améliore la situation des humains et de l'environnement sur la planète.

Photo: mäd

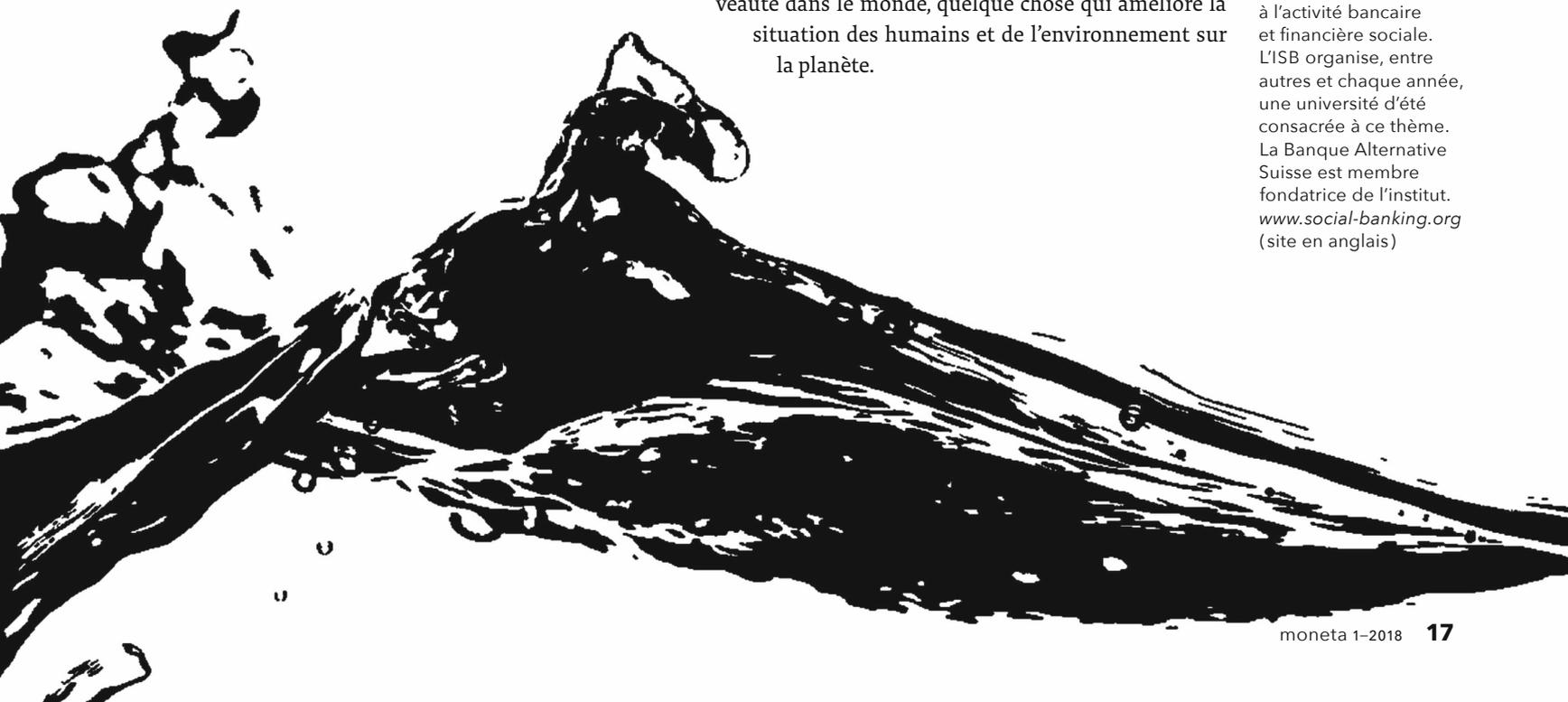


Sanika Nele Hufeland

L'économiste Sanika Nele Hufeland est directrice générale et membre du comité de l'Institute for Social Banking. Elle aime pousser au changement et à l'innovation au sein du système financier, et accompagner le mouvement bancaire social à l'échelle mondiale. En outre, elle est initiatrice des Conscious FinTech Meetups à Berlin et cofondatrice d'un réseau international de femmes dans le système financier.

Institute for Social Banking (ISB)

L'ISB œuvre pour la formation, la mise en réseau et la recherche en faveur d'un système bancaire durable. Dans l'espace européen, elle est la seule institution spécialisée qui propose des formations à l'activité bancaire et financière sociale. L'ISB organise, entre autres et chaque année, une université d'été consacrée à ce thème. La Banque Alternative Suisse est membre fondatrice de l'institut. www.social-banking.org (site en anglais)



LES PAGES DE LA BAS

Depuis peu, on peut ouvrir un compte à la Banque Alternative Suisse (BAS) en ligne, depuis chez soi. La nouvelle procédure est simple et pratique. Elle devrait intéresser davantage de clientes et clients potentiel-le-s.

Texte: Simon Rindlisbacher

LA BAS DEVIENT PLUS NUMÉRIQUE

La Banque Alternative Suisse est devenue plus numérique: depuis fin janvier, on peut désormais y ouvrir un compte en ligne, même si l'on n'en détient pas encore. Il suffit d'allumer son ordinateur, d'aller sur le site Internet de la BAS, de sélectionner un type de compte et de suivre les démarches. En quelques étapes, on donne à la Banque toutes les informations dont elle a besoin. Pour terminer, on peut choisir une méthode d'identification. La plus rapide est l'entretien visiophonique: on entre alors en contact avec le centre d'appels de Swisscom, qui vérifie l'identité de la requérante ou du requérant. En procédant ainsi, on signe aussi numériquement la demande d'ouverture de compte. Sinon, il est toujours possible de se rendre à un guichet de la BAS pour l'identification, ou de faire établir une copie authentifiée d'une pièce d'identité (par exemple à un guichet des CFF ou de la Poste) et de l'envoyer à la Banque.

Facile, même en dehors des heures d'ouverture

«La nouvelle manière d'ouvrir un compte est pratique et rend la BAS plus accessible. Nous atteignons ainsi davantage de clientes et clients potentiel-le-s», explique Michael Diaz. Membre de la direction de la Banque, il a suivi le projet «ouverture de compte en ligne». Il fallait auparavant remplir jusqu'à 20 pages de formulaires pour une première ouverture de compte. «Une procédure très fastidieuse pour notre clientèle. Les erreurs étaient

quasiment inévitables.» L'une des premières personnes à avoir utilisé cette nouveauté est Laura Kuonen. «Au début, je n'étais pas tout à fait convaincue par l'ouverture en ligne, mais les explications sont claires et le système inspire confiance», dit cette Bernoise de 28 ans. L'identification visiophonique lui a également plu. Il y a longtemps que Laura Kuonen pensait ouvrir un compte à la BAS. Pouvoir le faire entièrement en ligne a été, pour elle, une raison importante de franchir le pas. Ne pas dépendre des heures d'ouverture d'une succursale, ne pas devoir envoyer une lettre par la Poste: voilà pour elle des avantages déterminants. Le nouveau service est à la disposition des particuliers qui veulent ouvrir un compte 7 sur 7, 7 sur 7 Plus, formation, d'épargne ou de prévoyance BAS3.

La nouvelle solution informatique sert aussi à l'interne, lors d'une ouverture au guichet ou par correspondance. «Pour les collaboratrices et collaborateurs, les opérations deviennent plus simples et – après une période de rodage – plus efficaces», se réjouit Michael Diaz. La BAS va investir le temps ainsi gagné dans le conseil personnel. Cela prendra encore un moment. «Actuellement, l'ouverture de comptes en ligne occasionne plutôt un surcroît de travail», reconnaît Irene Weidmann, responsable du conseil à la clientèle. Il faudra bien quelques mois jusqu'à ce que le personnel se soit habitué aux nouveaux processus. Mme Weidmann est malgré tout très satisfaite de voir comment l'équipe relève le défi: «Tout le monde se soutient mutuellement.» Par exemple, quand certaines demandes arrivent pour la première fois sur le nouveau système, l'équipe se réunit un instant et les traite collectivement. «Cela nous permet d'apprendre ensemble et de rester au même niveau.»

Le contact direct demeure irremplaçable

Pour l'ouverture de compte en ligne, la BAS met en œuvre les nouvelles possibilités technologiques conformément aux recommandations de Dorothea Baur, responsable de l'organe de contrôle d'éthique de la Banque. Dans son rapport consacré à la numérisation, elle parvient à la conclusion que les nouvelles technologies représentent en premier lieu un levier, avec lequel la BAS peut renforcer son impact socio-écologique. Dans le cas de l'ouverture de compte en ligne, cela est possible parce que la banque peut augmenter ainsi son rayon d'action; elle peut en même temps libérer, directement pour l'accomplissement de sa mission, des ressources jusqu'alors dédiées à des tâches purement administratives. Il est important pour Dorothea Baur que les technologies numériques servent seulement là où les qualités spécifiquement humaines ne jouent aucun rôle. Dans les entretiens de conseil, par exemple, on ne devrait les utiliser qu'en soutien, et non pour remplacer le dialogue proprement dit. A la BAS, le contact personnel avec la clientèle a une valeur intrinsèque. Il est essentiel pour faire connais-

NOUVELLE VERSION DE L'E-BANKING BAS EN 2018

Au milieu de l'année, la BAS lancera une nouvelle version de l'e-banking. Il offrira une interface plus claire et facilitera la saisie de paiements.

LE RAPPORT D'ÉTHIQUE CONSACRÉ À LA NUMÉRISATION EST EN LIGNE

Dans son premier rapport, Dorothea Baur, nouvelle responsable de l'organe de contrôle d'éthique, se penche sur les impacts de la numérisation pour la mission de la BAS ainsi que pour son personnel et sa clientèle.

Un résumé du rapport est disponible en ligne sur
www.bas.ch/rapport-d-ethique

sance et bâtir la confiance. «L'exigence de la BAS quant à une clientèle autonome, critique et engagée serait difficilement compatible avec une virtualisation maximale vis-à-vis de l'extérieur», écrit Dorothea Baur dans son rapport. La technologie numérique ne doit jamais être une fin en soi, mais seulement un moyen d'atteindre le but. «Il revient à la Banque de décider comment utiliser l'effet de levier de la numérisation», déclare l'éthicienne. Elle recommande cependant que la BAS approfondisse le sujet des Fintech. «Il lui faut examiner dans quelle mesure elle peut aussi utiliser les nouvelles plateformes numériques pour accomplir sa mission.»

Avec l'ouverture de compte en ligne, la BAS a franchi un premier pas vers la numérisation. Et maintenant? «Nous n'avons pas encore planifié les prochaines étapes», répond Martin Rohner, président de la direction de la BAS. Il faut d'abord accumuler les expériences qui serviront de point de départ pour le développement de la stratégie de la Banque dans le courant de l'année. La BAS considère la numérisation comme une chance. Elle examine, d'une part, les possibilités de rendre d'autres procédures plus rationnelles et plus efficaces grâce aux nouvelles technologies. Elle cherche, d'autre part, des idées pour étendre sa palette d'offres avec la numérisation. Martin Rohner précise, à ce sujet: «Tout cela tourne aussi autour de la question de savoir comment nous pouvons utiliser les nouvelles technologies pour remplir notre mission et renforcer notre positionnement en tant que banque socio-écologique.»

Informations supplémentaires sur l'ouverture de compte en ligne: www.bas.ch/ouvriruncompte

INVITATION À LA



27^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA BAS

SAMEDI 28 AVRIL 2018 À 13H30

ALTE MARKTHALLE BASEL

Principaux points à l'ordre du jour

A l'ordre du jour de l'assemblée générale (AG) de la BAS figure, entre autres, l'élection d'un nouveau membre au conseil d'administration. Ce dernier proposera en outre d'étendre le rayon d'action de la Banque à l'étranger.

Les actionnaires recevront dans les délais prévus une invitation personnelle, avec l'ordre du jour détaillé ainsi que les autres documents requis.

Pour assister à l'assemblée générale

Les personnes qui ne possèdent pas (encore) d'actions de la BAS peuvent aussi participer à l'assemblée générale. Inscription par e-mail à gv-ag@bas.ch ou par téléphone au n° 062 206 16 16.

A partir de midi, avant l'AG, les participantes et participants seront cordialement invité-e-s à un repas varié. Et nous nous réjouissons de partager un verre après l'assemblée afin de poursuivre ensemble la discussion.

MODIFICATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT ET CONDITIONS

La BAS baisse les taux d'intérêt sur les comptes de prévoyance et de libre passage. Elle adapte aussi la limite d'imputation des intérêts négatifs.

Au 1^{er} avril 2018, la BAS réduira le taux d'intérêt du compte de prévoyance BAS3 de 0,125 % à 0,025 % et celui du compte de libre passage BAS2 de 0,025 % à 0 %. Provisoirement, seules les personnes ayant déjà une relation avec la BAS pourront ouvrir un nouveau compte de libre passage. En outre, la Banque abaissera au 1^{er} juin 2018 la limite à partir de laquelle elle impute les intérêts négatifs de la BNS (-0,75 %) sur différents comptes destinés aux particuliers: pour les comptes d'épargne et de placement, la limite sera désormais de 75 000 francs. Sur les comptes 7sur7 et 7sur7 Plus, elle sera de 50 000 francs.

Ces adaptations sont nécessaires, car les dépôts de la clientèle ont fortement progressé en 2017, par rapport aux années précédentes. L'avoie de la BAS sur son compte de virement auprès de la Banque nationale suisse dépasse encore la franchise pour les intérêts négatifs. Si les fonds de la clientèle continuent d'augmenter au rythme actuel, les charges de la Banque

croîtront fortement. La direction espère que les mesures susmentionnées auront un effet régulateur: la BAS sera toujours heureuse d'accueillir de nouvelles clientes et nouveaux clients, mais voudrait les inciter à lui confier moins d'argent et, idéalement, surtout à long terme. Le conseil en placement propose à cette fin des investissements porteurs de sens.

| Compte | Auparavant | Dès le 1.4.2018 | Dès le 1.6.2018 |
|---|---|-----------------|--|
| Compte de prévoyance BAS 3 | 0,125 % | 0,025 % | - |
| Compte de libre passage BAS 2 | 0,025 % | 0 % | - |
| Compte 7sur7 | - 0,125 % jusqu'à 100 000.- - 0,75 % au-delà | - | - 0,125 % jusqu'à 50 000.- - 0,75 % au-delà |
| Compte 7sur7 Plus | 0,025 % jusqu'à 100 000.- - 0,75 % au-delà | - | 0,025 % jusqu'à 50 000.- - 0,75 % au-delà |
| Compte d'épargne et compte de placement | 0 % jusqu'à 100 000.- - 0,75 % au-delà | - | 0 % jusqu'à 75 000.- - 0,75 % au-delà |

En 2017, la Banque Alternative Suisse (BAS) a de nouveau réalisé un excellent résultat. Son modèle d'affaires et son offre de prestations continuent de susciter l'intérêt. Les fonds de la clientèle ainsi que les crédits ont encore progressé.

Texte: Simon Rindlisbacher

LA BAS BOUCLE UNE TRÈS BONNE ANNÉE 2017

La BAS en chiffres

| | |
|---|---------------------------------|
| Nombre de client-e-s | 32 831 +4,1% |
| Avoirs de la clientèle | CHF 1 563 000 000 +4,5% |
| Nombre de preneuses et preneurs de crédit | 1 043 -0,4% |
| Prêts à la clientèle | CHF 1 333 000 000 +10,8% |
| Nombre d'actionnaires | 6 468 +7% |
| Nombre de postes de travail | 107 +3,9% |
| Equivalents plein temps | 86 +2,7% |
| Total du bilan | CHF 1 745 000 000 +5,4% |
| Fonds propres | CHF 165 600 000 +16,5% |
| Ratio de fonds propres (pondérés du risque) | 19,98% +1,74% |
| Résultat de l'exercice (bénéfice) | CHF 1 700 000 +3,3% |

«Le monde serait plus pauvre si la BAS n'existait pas», affirmait un preneur de crédit de la Banque dans le dernier rapport de l'organe de contrôle d'éthique. Ce rapport parvenait à la conclusion qu'elle manquerait au monde non seulement parce qu'avec son activité commerciale, elle s'engage pour que celui-ci soit plus agréable à vivre, mais également en tant que modèle. Elle est perçue comme telle jusque loin dans les cercles des banques traditionnelles. En ce qui concerne son activité aussi, la BAS a connu une année fructueuse. Elle s'est bien maintenue dans un contexte économique toujours turbulent:

Efficace I: 85 pour cent des crédits de la BAS sont allés à des projets et entreprises qui œuvrent dans l'un des secteurs d'encouragement de la Banque, avec un impact positif sur la société et sur l'environnement. La BAS dépasse ainsi son objectif, qui est de 80 pour cent.

Exemplaire: En 2017, deux études remarquées sur la durabilité des banques suisses ont particulièrement mis la BAS à l'honneur. Un succès qui montre qu'elle occupe une bonne place dans le paysage bancaire suisse. Elle y est entendue et respectée pour la cohérence de son engagement.

Demandée: La BAS est attrayante malgré des intérêts négatifs. Elle comptait 32 831 clientes et clients fin 2017, soit 1280 de plus que douze mois plus tôt.

Efficace II: L'année passée, la BAS a développé et lancé un instrument grâce auquel la clientèle de conseil en placement sait précisément qui bénéficie de son argent. En outre, les clientes et clients peuvent désormais faire calculer l'empreinte carbone de leur portefeuille.

Portée: Fin 2017, la BAS était en mains de 6468 actionnaires. Grâce à leur engagement, en particulier, les fonds propres sont passés de 142,2 à 165,6 millions de francs. Le ratio de fonds propres pondérés en fonction des risques était en fin d'année de près de 19 pour cent, alors que la loi exige un peu plus de 12 pour cent.

Engagée: L'équipe de la BAS est passée à 107 personnes: 12 l'ont rejointe l'an dernier, 8 l'ont quittée.

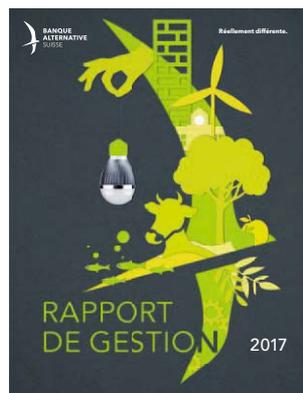
Rentable: En 2017, la BAS a encore une fois nettement dépassé les attentes. Le bénéfice annuel de l'activité commerciale a atteint 1,7 million de francs.

La BAS a de nouveau progressé l'an dernier. Les fonds de la clientèle ont augmenté de près de 5 pour cent, pour atteindre 1,563 milliard fin décembre. Cette progression est supérieure à celle de 2016. La plus grande partie de cette somme était investie à long terme, soit sur des comptes d'épargne, soit en obligations de caisse classiques ou d'encouragement. L'équipe de conseil en placement s'occupait en fin d'année de 2223 clientes et clients, dont 514 ont confié à la Banque 200,2 millions de francs sous mandat de gestion de fortune.

L'activité de crédit de la BAS est, elle aussi, en plein essor. Les prêts à la clientèle ont augmenté de 130,3 millions de francs, soit 10,8 pour cent, pour atteindre en fin d'année un total de 1,333 milliard de francs. Cette croissance tient surtout à des crédits accordés à des projets de construction de logements d'utilité publique et coopératifs dans la région lémanique. Comme pour les exercices précédents, les crédits ont progressé davantage que les dépôts de la clientèle. Malgré cela, l'avoir en compte de virement de la BAS auprès de la Banque nationale suisse a de nouveau dépassé la franchise pour les intérêts négatifs (140 millions de francs).

L'activité commerciale de la Banque a généré des charges à hauteur de 17,6 millions de francs. Elle a également rapporté 26,7 millions de francs pour la même période. Sur le solde positif, la Banque a affecté 4,9 millions aux réserves et renforcé ainsi son assise financière. La BAS réalise un excellent résultat, avec un bénéfice de 1,7 million de francs.

LE RAPPORT DE GESTION 2017 DE LA BAS EST DISPONIBLE



Le nouveau rapport de gestion donne des informations détaillées sur l'exercice écoulé ainsi que sur la politique de placement et de crédit de la Banque Alternative Suisse. Pour en recevoir un exemplaire, y compris la liste des crédits accordés, écrivez à contact@bas.ch.

Le rapport est également téléchargeable au format PDF sur www.bas.ch/rapports.

CHANGEMENTS DANS PLUSIEURS FONCTIONS DIRIGEANTES

Marco Bernegger prend la responsabilité du conseil en placement à Zurich

Début décembre 2017, Marco Bernegger est devenu responsable de l'équipe du conseil en placement à Zurich. Il s'agit d'un nouveau poste de cadre, destiné à répartir la direction du conseil en placement. Après avoir travaillé douze ans à la banque LGT avec la clientèle privée, Marco Bernegger a rejoint la BAS il y a plus de trois ans. En outre, début avril 2018, il remplacera Stéphane Grätzer à la tête de la représentation de la BAS à Zurich. Stéphane Grätzer occupe cette fonction depuis 2015; il se consacrera de nouveau au conseil de sa clientèle et accompagnera des projets spécifiques dans le domaine des placements durables. La BAS le remercie de son engagement, en particulier lors de la transformation du centre de conseil de Zurich l'an dernier.

Loïc Ecoffey a repris le groupe Financement immobilier à Lausanne

A Lausanne, Loïc Ecoffey a repris de Sébastien Volery la responsabilité du groupe Financement immobilier. Après une formation chez UBS, Loïc Ecoffey y a travaillé pendant neuf ans comme conseiller à la clientèle. Il s'occupe depuis cinq ans du financement de biens immobiliers à la BAS. Il remplace maintenant Sébastien Volery, qui a décidé de quitter la Banque exactement douze ans après y être entré. Sébastien Volery a significativement contribué à étendre l'activité de crédit de la BAS en Suisse romande, faisant d'elle une partenaire de choix pour les coopératives de construction et d'habitation à Lausanne et Genève. La BAS le remercie de son précieux engagement.

LE «MÖSCHBERG» CHANGE DE MAINS



La Banque Alternative Suisse a vendu le «Seminarhotel Möschberg». Les nouveaux propriétaires continueront à l'exploiter en tant qu'établissement de séminaires.

Le «Möschberg» a de nouveaux propriétaires. Début 2018, la Banque Alternative Suisse (BAS) a revendu cet hôtel pour séminaires. Elle l'avait repris en 2003 dans le cadre de la procédure concordataire de la coopérative Zentrum Möschberg et mis en location. L'an dernier, le couple de locataires actuel avait annoncé son intention de se retirer.

Comme le bâtiment est le berceau de l'agriculture bio, la BAS a cherché un nouveau concept d'utilisation avec les organisations du mouvement bio suisse. Il s'est avéré que celles-ci ne voyaient aucune possibilité de continuer à utiliser l'hôtel pour séminaires ou de l'exploiter elles-mêmes. La Banque a donc décidé de le vendre.

La BAS a examiné les dossiers reçus après un appel à candidatures dans *moneta*; elle a porté son choix sur Claudia Fopp et Thomas Steiner. Les nouveaux propriétaires reprendront l'établissement en août 2018 et ils en poursuivront l'exploitation en tant qu'hôtel pour séminaires, selon les principes fondamentaux de l'agriculture biologique-organique.

Pour assurer une transition en douceur, les anciens locataires Madeleine et Roland Ducommun continueront de gérer l'établissement jusqu'à fin juillet. La BAS les remercie d'ores et déjà de leur engagement et de leur collaboration de longue date.

VERSEMENTS BAS 3 EN 2018

- Les personnes exerçant une activité lucrative et affiliées à une caisse de pension peuvent verser jusqu'à **6768 francs**.
- Les personnes exerçant une activité lucrative, mais non affiliées à une caisse de pension peuvent verser jusqu'à **33840 francs**. Le montant ne doit toutefois pas excéder 20 pour cent de leur revenu.

INFO IMPORTANT SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

VALEUR FISCALE DES ACTIONS BAS

L'administration des impôts du canton de Soleure a déterminé la valeur fiscale des actions BAS comme suit:

- **156 francs** pour l'action nominative A d'une valeur nominale de 100 francs, no de valeur 141725
- **1560 francs** pour l'action nominative B d'une valeur nominale de 1000 francs, no de valeur 141724.

Ces valeurs fiscales sont imposables au 31 décembre 2017 et doivent figurer dans votre déclaration.

EN MÉMOIRE DE REINHARD SIEGFRIED

14.12.1952 - 7.12.2017

Peu avant Noël, l'équipe de la Banque Alternative Suisse a dû faire ses adieux à Reinhard Siegfried, responsable du service Compliance & contrôle des risques, décédé après une courte maladie. Il a dirigé le service pendant six ans avec beaucoup d'assurance, à un moment où les réglementations bancaires devenaient chaque année plus strictes et complexes. Avec lui, la BAS a perdu un spécialiste des règlements pragmatique et accompli, mais surtout un collègue aimable et plein d'humour. L'équipe gardera de Reinhard le meilleur souvenir.

Le Fonds d'innovation encourage des entreprises en phase de démarrage, qui ont des idées novatrices et des structures viables, mais pas encore assez de capital. Il a soutenu onze projets innovants l'an dernier.

Texte: Katharina Wehrli, Photos: mäd

DES ENTREPRISES CRÉATIVES

1. Un laboratoire mobile d'analyse du mouvement

ConReha Sàrl à Buttikon (SZ) a réalisé un laboratoire mobile d'analyse du mouvement. Il permet de mesurer et justifier l'utilité de prothèses et d'orthèses sur le schéma moteur de patientes et patients en réadaptation, qui ont besoin de moyens auxiliaires. Un tel dispositif fournit une base solide et objective pour les décisions des assurances en matière de financement, mais n'existait pas auparavant en Suisse. ConReha Sàrl propose aussi des formations continues et le suivi scientifique de projets parallèles, à l'aide de ce même laboratoire.

www.conreha.ch/FR

2. La laine indigène mise en valeur dans le Jura

Bien que la laine soit un produit agricole noble, elle a peu de valeur sur le marché mondial, car le travail traditionnel de la laine répond rarement aux critères de rentabilité. Voilà pourquoi près d'un tiers de la fibre récoltée en Suisse est détruite. L'association Laines d'ici veut changer cela et redonner une valeur économique, culturelle et sociale à cette matière première, grâce à un nouveau parc de machines. Les autres activités de l'association sont la vente de laines et de créations en laine, un café-tricot, des cours et ateliers, l'information, la documentation, des expositions, etc.

www.lainesdici.ch

3. Des plateformes végétalisées pour épurer l'eau

Depuis quelques mois, 40 plateformes végétalisées avec filtres aquaponiques flottent sur l'eau des douves du château Wyher à Ettiswil (LU). Ces structures flottantes hébergent des plantes dont les racines épurent l'eau, fixent

les métaux lourds et fournissent de l'oxygène. En outre, les plateformes constituent un biotope. Phoster Sàrl a mis au point ce projet 100% écologique avec des entreprises partenaires. Les structures flottantes servent avant tout dans les eaux stagnantes. Elles se composent de matières organiques et sont compostables après cinq à dix ans d'utilisation, selon le principe de la gestion du berceau au berceau («cradle to cradle»).

www.phoster.ch

4. Des moteurs électriques efficaces grâce à un matériau novateur

QuerDenkFabrik SA, à Thoune, vise la réalisation d'un matériau composite doux (SMC), novateur et à haute conductivité. Celui-ci permet de produire des moteurs électriques efficaces pour un coût avantageux. Dans la technique automobile, les nouveaux composants contribueront de façon décisive à réduire les émissions de CO₂. Le développement et la fabrication de prototypes ainsi que de petites à moyennes séries ont lieu en Suisse. Pour la production à l'échelle industrielle, la jeune entreprise cherche des partenaires stratégiques travaillant sous licence.

www.querdenkfabrik.ch

(en allemand)

5. Des flottes de vélos électriques pour les entreprises

L'équipe d'Urban Connect SA vise à réduire la circulation motorisée dans les zones urbaines. La jeune pousse zurichoise propose aux entreprises une gamme de prestations pour déployer facilement leur propre flotte de vélos électriques. Ces prestations incluent le conseil, la vente et la personnalisation des cycles ainsi que l'entretien, l'assistance

d'urgence et l'assurance. Une application permet de réserver, déverrouiller et verrouiller les vélos. L'objectif de la jeune entreprise de Zurich est clair: «Nous aidons les entreprises à économiser de l'argent, nous agissons en faveur de l'environnement et nous améliorons la santé du personnel.»

www.urban-connect.ch

(en allemand et en anglais)

6. Un magasin zéro déchet à Baden

Dans la région de Baden, en Argovie, ohne.ch Sàrl est une entreprise de premier plan dans la fourniture de produits sains et de fabrication durable. L'assortiment comprend des aliments, des produits sains à emporter dans des emballages réutilisables ainsi que des articles sans plastique pour l'usage quotidien. La jeune entreprise travaille avec des partenaires régionaux. Elle veille à proposer une gamme écologique et équitable.

www.ohne.ch (en allemand)

7. Virtuel, mais local: un supermarché d'un nouveau genre

Pour les magasins d'alimentation locaux, il est difficile de se lancer dans le commerce en ligne, ne serait-ce qu'en raison du coût élevé d'une plateforme de vente virtuelle. Etablie à Saint-Légier (VD), Youpaq SA propose une solution innovante: elle gère une plateforme électronique moderne, permettant aux commerces locaux d'ouvrir à moindres frais leur propre boutique en ligne. En s'unissant à d'autres magasins des environs, il leur est possible d'offrir un plus large éventail de produits avec la création d'un supermarché virtuel local. La clientèle peut venir chercher ses achats rassemblés dans des points de retrait faciles d'accès.

www.infos.youpaq.com

8. Une manufacture de «fauxmages» végétaliens

Il existe plusieurs raisons de renoncer aux produits animaux: éthiques, écologiques, économiques. La Crémierie Végane, à



3.



4.



5.



6.

Genève, propose des aliments sans composants d'origine animale, confectionnés de façon artisanale, avec beaucoup de patience et de passion. Son «fauxmage» végétal à base de noix de cajou est une réelle alternative aux fromages traditionnels. L'entreprise familiale s'engage depuis des années pour les droits des animaux, la protection de la nature et le commerce équitable. La Crémierie Végane vend ses aliments novateurs directement ou dans des magasins sélectionnés en Suisse et en France.
www.facebook.com/Cremerie-Vegane

9. Une application qui met les bénévoles en réseau

Près d'un quart de la population adulte en Suisse s'engage bénévolement dans des domaines comme le sport, l'aide, la culture et la protection de l'environnement. La charge de travail consacrée à l'organisation et à la coordination est souvent

trop élevée. Five up Sàrl, établie à Nidau/Bienne, veut alléger ce fardeau: elle développe une application proposant une solution novatrice, simple et unique en son genre pour mettre en relation des tâches ou événements avec les personnes idoines. Le projet intéresse de nombreuses structures de grande ou petite taille.
www.fiveup.org

10. Un capteur d'air solaire d'un nouveau genre

A Dagmersellen (LU), Roisatec Sàrl a conçu un nouveau capteur à air, qui fonctionne avec le soleil et produit de l'énergie utile (thermique) neutre en CO₂. Il peut servir dans l'industrie, l'agriculture et l'artisanat, pour le chauffage de bâtiments ou le séchage de bois, céréales et autres. L'appareil est énergétiquement efficace, facile à mettre en place et offre une sécurité de fonctionnement élevée. Ses frais d'entretien sont minimes et il ne nécessite pas de subven-

tions. Nouveauté mondiale, le capteur d'air solaire fait l'objet d'une demande de brevet.
www.roisatec.com (en allemand)

11. Une plateforme en ligne pour des placements durables

Inyova SA à Zurich est une gestionnaire de fortune qui propose à sa clientèle une stratégie d'investissement durable. A la différence des autres gestionnaires, chez Inyova il est possible d'investir dans des actions à partir de 5000 francs et avec un conseil en placement personnalisé, en accord avec des valeurs et critères individuels. La clientèle sait en tout temps à qui et à quoi sert son argent, et où il se trouve: elle bénéficie d'une transparence absolue.
www.inyova.ch (en allemand)

« Dans < courage >, il y a < rage > »

Ralf Bongartz a fait du courage son métier. Il travaille comme entraîneur indépendant pour la prévention, le courage civique et la gestion des conflits. Bien qu'il ait été policier, lui-même affirme ne pas être particulièrement courageux de naissance.

Propos recueillis par Mirella Wepf

Ralf Bongartz, qu'est-ce qui vous a fait devenir entraîneur de courage civique?

Ralf Bongartz: J'ai été enquêteur principal de police criminelle pendant 20 ans et cela m'a exposé aux pires côtés des gens. Les motivations d'un comportement violent m'intéressaient déjà à l'époque, par exemple lors d'interrogatoires. Mes collègues m'ont d'ailleurs surnommé «l'explorateur des profondeurs de l'âme».

Pour compenser l'omniprésence de la violence dans mon travail quotidien, j'ai commencé une formation de pantomime et longtemps fait du théâtre. Mon angle de vision a donc changé: je suis passé de la poursuite pénale à la prévention. Je me suis alors perfectionné dans cette direction.

Que peut-on apprendre dans vos cours?

Entre autres à associer courage et tactique. En se servant uniquement du courage, on a vite fait de mettre les pieds dans le plat, on risque de se blesser ou de devoir recourir à la force. Je peux vous en apprendre beaucoup sur le langage corporel et sur la façon de réagir face à des gens agressifs, que ce soit par le désamorçage ou la confrontation. Je montre aussi que le courage ne va pas sans une certaine dose de rage. Celle-ci peut aider à poser des limites claires. Lorsqu'elle ne se transforme pas en haine aveugle, elle aide à agir vite et efficacement.

Comment y parvenir?

La tactique consiste à faire quelque chose en commun plutôt que dans son coin. Autre-

ment dit, au lieu de se jeter tête baissée dans une situation, mieux vaut s'arrêter, observer et intégrer les autres.

Ne serait-il pas parfois plus raisonnable d'être lâche et de fuir?

Reculer habilement ou par lâcheté n'est pas la même chose! Imaginons que quelqu'un vous harcèle dans le bus: essayer de vous rendre invisible, par exemple en regardant fixement votre téléphone, est la chose la plus stupide à faire à ce moment-là. Beaucoup de gens le font et leur message est alors: «Je me soumets.»

Que peut-on faire d'autre?

Regarder droit devant soi et rester debout. Ainsi, vous avez l'œil sur l'autre. Vous affirmez votre force tout en laissant votre radar allumé. Les agresseurs potentiels fonctionnent comme des lions sauvages: ils s'attaquent d'abord aux plus faibles.

Les policiers – comme vous l'avez été pendant des années – ont besoin de beaucoup de courage. Avez-vous cette force depuis votre naissance?

Au contraire! La violence m'a effrayé. Peut-être est-ce justement ce qui a éveillé mon intérêt et m'a motivé à m'épanouir professionnellement dans cette direction.

Y a-t-il les gens dont vous admirez le courage?

Mes anciens collègues, les policiers. Ou, actuellement, les casques blancs en Syrie, ces activistes civils qui vont sortir des victimes des ruines pendant les combats. Ou encore Rosa Parks, qui, aux Etats-Unis dans les années 1950, a eu le courage de s'asseoir dans le bus sur un siège réservé aux blancs alors qu'elle était noire. Elle a été arrêtée pour cela.

Pensez-vous qu'aujourd'hui, le courage civique est plutôt en hausse ou en baisse?

Il y a évidemment des situations dans lesquelles on peut observer une lâcheté incompréhensible, par exemple quand un ado de

15 ans se fait tabasser dans un train bondé et que personne ne lève le petit doigt. Il y aurait pourtant moyen d'intervenir en groupe ou verbalement. Je pense malgré tout qu'en général, on fait davantage preuve de courage civique. Autrefois, des maltraitances infligées à des femmes ou à des enfants étaient souvent passées sous silence; maintenant, des voisins et d'autres personnes de l'entourage osent signaler de tels agissements.

Cela dit, presque plus personne n'ose faire une remarque à quelqu'un qui jette ses déchets par terre.

De mon point de vue, c'est moins le signe d'une diminution du courage civique que celui d'un décalage des valeurs. La société ne s'intéresse actuellement plus à la manière de se comporter dans l'espace public. La valeur accordée à des individus, à des groupes de population ou à des objets caractérise le type de courage civique qui règne dans une société.

Mirella Wepf journaliste et rédactrice indépendante, vit à Zurich. Elle écrit sur la nature, la société, la science et la technique.



Photo: mäd

Ralf Bongartz a été pendant 20 ans enquêteur principal de police criminelle, chargé d'éclaircir des délits sexuels, meurtres et crimes d'extrême droite. Pendant ses loisirs, il jouait dans une troupe de théâtre et s'occupait beaucoup de pédagogie théâtrale. Depuis 1999, il est entraîneur indépendant en gestion de conflit et langage corporel. Sa clientèle compte des écoles, des organisations des droits de la personne et des administrations publiques.

www.ralfbongartz.de
(site web en allemand)